

DÉLIBÉRATION N° 4.00
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2022
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 20 SEPTEMBRE 2022
À LA SALLE DES FÊTES D'ANCÔNE (26200)
SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME VALÉRIE ARNAVON

L'an deux mille vingt-deux, le 28 septembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni à la salle des fêtes d'Ancône (26200), sous la présidence de Madame Valérie ARNAVON.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Hervé ANDEOL, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Allain DORLHIAC, M. Julien DUVOID, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY (à partir de la délibération n° 1.01), M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Cyril MANIN, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Florence MERLET, Mme Sandrine MOURIER, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Marie-Pierre PIALLAT (à partir de la délibération n° 4.00), M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : M. Bruno ALMORIC (pouvoir à Mme Catherine VIALE), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), M. Julien CORNILLET (pouvoir à Mme Valérie ARNAVON), M. Norbert GRAVES (pouvoir à M. Fermin CARRERA), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Corinne HERAUDEAU (pouvoir à M. Yannick ALBRAND), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Dorian PLUMEL), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Fabienne MENOUIAR (pouvoir à M. Jacques ROCCI), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Eric PHELIPPEAU (pouvoir à M. Yves LEVEQUE), Mme Marie-Pierre PIALLAT (pouvoir à Mme Christel FALCONE jusqu'à la délibération n° 3.00), Mme Vanessa VIAU (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir Mme Ghislaine SAVIN).

EXCUSÉS : M. Karim BENSID-AHMED, Mme Françoise CAPMAL, M. Julien DECORTE, Mme Maryline ROISSAC.

ABSENTS : Mme Josiane DUMAS, Mme Danièle JALAT, M. Laurent LANFRAY (pour la délibération n° 1.00).

Secrétaire de séance : Mme Aurore DESRAYAUD

4.00 _ CONTRAT DE VILLE DE MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATON PROTOCOLE D'ENGAGEMENTS RENFORCÉS ET RÉCIPROQUES PROLONGATION

M. Fermin CARRERA, Vice-président, rapporteur expose à l'assemblée :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale a initié une refondation profonde de la politique de la ville en redéfinissant les critères de quartiers prioritaires et en instaurant les principes de la nouvelle politique de la ville qui avait pour cadre d'action des contrats de ville 2015-2020.

Par l'application des nouveaux critères nationaux, les quartiers ouest, le centre ancien et Nocaze avaient été désignés en géographie prioritaire par le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires.

A l'issue d'une phase de diagnostic partagé et d'un travail de définition des enjeux, il a été établi des propositions d'orientations formalisées sur quatre axes :

- L'emploi et l'économie,
- La cohésion sociale et la réussite éducative,
- La sécurité et la prévention de la délinquance,
- Le cadre de vie et l'aménagement urbain.

Les questions liées à la jeunesse, à l'égalité entre les femmes et les hommes et la prévention des discriminations ont fait l'objet d'une approche transversale entre les différentes thématiques.

La loi de finances pour 2019 a ouvert la possibilité de prolonger les contrats de ville jusqu'en 2022. Cette prorogation, qui entraîne celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées, a nécessité la renégociation de ces contrats et notamment d'y intégrer les engagements gouvernementaux issus de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers.

Par délibération n°4.1 du 18 novembre 2019, le conseil communautaire a approuvé la prolongation du contrat de ville.

La loi de finances 2022 a acté la prolongation d'une année supplémentaire des contrats de ville en cours et les régimes fiscaux zonés dans un contexte de réflexion profonde sur les contours et le contenu de ceux-ci. Par cohérence, les régimes fiscaux zonés qui leurs sont attachés ont également été prorogés d'une année, à l'instar de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (ATFPB) dont les organismes HLM bénéficient au titre de leur parc ancien et dont le cadre national de valorisation a été révisé en septembre 2021.

Il est donc proposé de prolonger d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2023, le Contrat de Ville de l'agglomération Montélimar-Agglomération par la signature de l'avenant n°2 « Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques ».

Le conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-1 et L.5211-9,
Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 modifiée de programmation pour la ville et la cohésion sociale,

Vu la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 dite « Loi de finances pour 2022 »,

Vu la délibération n° 4.1/2019 du Conseil communautaire du 18 novembre 2019 portant « Avenant prolongation Contrat de Ville »,

Vu la délibération 6.00 du Conseil municipal du 7 octobre 2019 portant « Avenant prolongation Contrat de Ville » et approbation du Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques,

Vu la délibération n° 4.00 du Conseil municipal du 19 septembre 2022 portant prorogation du Contrat de ville de Montélimar-Agglomération.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré.

D'APPROUVER la prolongation du Contrat de ville entre la commune de Montélimar, la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération, l'État, la Région, le Département de la Drôme et la Caisse d'Allocations Familiales, jusqu'au 31 décembre 2023 ;

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'état dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 29 septembre 2022

Julien CORNILLET
Président



Aurore DESRAYAUD
Secrétaire de séance

